

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2633

22 octobre 2013

SOMMAIRE

Allianz Investments III Luxembourg S.à r.l.	126343	Finlon Investments SA	126345
ArcelorMittal Clean Technology Venture Capital Holdings	126358	Fladux S.A.	126345
ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l.	126358	Forteam Investments S.à r.l.	126344
ARD Two S.A.	126338	Gdium S.A.	126344
AUB French Logistics No 3 Company S.à r.l.	126342	Gdium S.A.	126344
AUB French Logistics No 4 Company S.à r.l.	126342	German Hotel Property S.à r.l.	126344
Autobus André S.à r.l.	126342	GMO-LUX S.à r.l.	126384
Aztec S.A.	126342	Grande Duchesse Charlotte N.B.Z. Immo- bilier S.à r.l.	126342
BCP NG Luxembourg S.à r.l.	126347	Great German Offices A	126343
BCV Investments S.C.A.	126347	GSP Holding S.à r.l.	126348
Bellariva Investments S.A. SPF	126347	G&V Investments	126344
B.F. Invest S.A.	126343	HaBeco AG	126384
Bigmat International S.A.	126347	High Street Luxembourg S.à r.l.	126384
Blackstone/GSO Debt Funds Europe (Lu- xembourg) S.à r.l.	126343	Home Design Partner S.à r.l.	126374
BPA Financing S.à r.l.	126347	Intercapital S.A.	126365
CENSI Holding B S.à r.l.	126346	Intercapital S.à r.l.	126365
CEREP III Trowbridge S.à r.l.	126346	Noble Holding NCS 2 S.à r.l.	126374
CEREP Picasso 1 S.à r.l.	126348	Oakmont S.à r.l.	126341
Cobalt SCI	126382	SHRM S.à r.l.	126339
Crystal Partners Lux Holding Company Li- mited	126339	SHS Holding S.A.	126339
Cygnus Investments S.à r.l.	126340	Smart Partners S.A.	126339
Ecro II S.à r.l.	126346	Sparkling Capital Partners S.à r.l.	126341
EPI, EUROS PLANS INTERNATIONAL S.A. en abrégé EPI S.A.	126346	SSF International S.à r.l.	126338
Esquiline S.A.	126346	Sunridge S.A.	126340
Fashion Enterprises	126345	Sunview S.A.	126340
Fermilux S.A.	126345	Technilux S.A.	126340
FinAcc	126345	Umbrella Libra	126341
		Valencia Investments S.à r.l.	126338
		VCL Multi-Compartment S.A.	126338
		W2007 Parallel Selfridges S.à r.l.	126373
		Whitewood (Blue Rest) UK S.à r.l.	126338
		Whitewood (Blue) UK S.à r.l.	126341
		Whitewood (Ring) UK S.à r.l.	126343

ARD Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 160.804.

Le bilan consolidé de la société Ardagh Group S.A., maison mère de la société ARD Two S.A., au 31 décembre 2012, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013125667/12.

(130153610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Whitewood (Blue Rest) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 87.500,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 170.217.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125590/11.

(130152772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

VCL Multi-Compartment S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 148.436.

Le Bilan du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125584/10.

(130152280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Valencia Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 96.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anders Lindbergh.

Référence de publication: 2013125580/10.

(130152717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

SSF International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.775,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 88.900.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2013125557/11.

(130152862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

SHRM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 142.261.

—
Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125546/12.

(130152248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

SHS Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 157.789.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013125547/13.

(130152796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Smart Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 124.816.

—
En date du 29 mai 2013, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Smart Partners S.A. a pris la résolution suivante:

- prend acte de la lettre de démission de Monsieur Jean-Michel Willemaers de son poste d'administrateur en date du 23 avril 2013 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2013.

Jean-Pierre Malliar / Nicole Bodson.

Référence de publication: 2013125552/13.

(130152768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Crystal Partners Lux Holding Company Limited, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 135.412.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 31 août 2013

Dépôt à rectifier L130151233 déposé le 02/09/2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale remplace Monsieur Robert Heros en tant que Gérant par l'AGENCE IMMO HÉROS S.à r.l., ayant son siège social au 15, Avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-3441 Dudelange. La durée du mandat débute au 31 août 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013125722/16.

(130153347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Cygnus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 168.215.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire tenue le 31 août 2013

Dépôt à rectifier L130151232 déposé le 02/09/2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale remplace Monsieur Robert Heros en tant que Gérant unique par l'AGENCE IMMO HÉROS S.à r.l., ayant son siège social au 15, Avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-3441 Dudelange. La durée du mandat débute au 31 août 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013125723/16.

(130153343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Sunview S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 72.330.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 14 juin 2013 que:

Suite à la démission de Madame Mireille GEHLEN est nommé nouvel Administrateur avec pouvoir de signature individuel, et ceci jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018:

- Monsieur Jean-Hugues DOUBET, né le 07 mai 1974 à Strasbourg (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013125560/14.

(130152696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Sunridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 127.582.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013125558/12.

(130152786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Technilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 70, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 160.798.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013125564/12.

(130152311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Sparkling Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.350.

—
Extrait de la résolution prise en date du 27 août 2013

L'associé unique décide de nommer Monsieur Renaud LEONARD, employé privé, né le 8 novembre 1979 à Bastogne, ayant pour adresse professionnelle 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg comme gérant de catégorie B en remplacement de Monsieur Fabio Gasperoni, démissionnaire, avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

Certifiée sincère et conforme

SPARKLING CAPITAL PARTNERS SARL

Référence de publication: 2013125554/14.

(130152759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Umbrella Libra, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 166.259.

—
Il est porté à la connaissance de tous que l'associé unique de la Société Umbrella Libra; Regus No.4 (Société à Responsabilité Limitée) ayant son siège social au 26 boulevard royal, L-2449 Luxembourg; inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B158071; a changé de dénomination sociale en date du 19 décembre 2012.

Regus No.4 (Société à Responsabilité Limitée) est maintenant connue sous la dénomination Umbrella Holdings (Société à Responsabilité Limitée).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013125579/14.

(130152541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Whitewood (Blue) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.407.250,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.174.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125591/11.

(130152846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Oakmont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 150.852.

—
Hiermit kündige ich den mit der OAKMONT S.à r.l. (R.C.S. Luxembourg B150852) am 28.08.2013 geschlossenen Domizilierungsvertrag mit sofortiger Wirkung.

Ab dem 03.09.2013 hat die Gesellschaft somit nicht mehr ihren Sitz unter der Adresse:

11a, boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

Luxembourg, den 03/09/2013.

Maître Kai-Uwe Berg

Rechtsanwalt

11a, boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2013126027/15.

(130153496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Autobus André S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, 19, rue de Marbourg.
R.C.S. Luxembourg B 102.010.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013125680/11.

(130153592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

AUB French Logistics No 4 Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 120.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AUB FRENCH LOGISTICS No 4 COMPANY S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013125677/11.

(130153229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

AUB French Logistics No 3 Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 108.809.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AUB FRENCH LOGISTICS No 3 COMPANY S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013125676/11.

(130153202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Aztec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 95.981.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle de Monsieur John Drury, administrateur, a été modifiée comme suit en date du 12 Août 2013:

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre.

Référence de publication: 2013125682/12.

(130152884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Grande Duchesse Charlotte N.B.Z. Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 136.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125856/9.

(130153397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

B.F. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 157.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juillet 2013.

Référence de publication: 2013125683/10.

(130153056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Allianz Investments III Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 88.960.

AUSZUG

Der Jahresabschluss der Gesellschaft zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von
Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013125631/14.

(130153543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Whitewood (Ring) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.625.250,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.173.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125593/11.

(130152753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Blackstone/GSO Debt Funds Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 173.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125686/10.

(130153012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Great German Offices A, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 113.890.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125868/9.

(130152870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Gdium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 90.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125863/10.

(130152901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Gdium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 90.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125862/10.

(130152900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

German Hotel Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.788.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 Septembre 2013.

Jean-Jacques Josset

Manager B

Référence de publication: 2013125854/13.

(130153395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

G&V Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 130.729.

Le bilan au 31/07/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125851/10.

(130153233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Forteam Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FORTEAM INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013125845/11.

(130153597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Fladux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.192.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125843/10.

(130153291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Finlon Investments SA, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 72.341.

Avec effet au 31 août 2013, GLOBAL TRUST ADVISORS S.A a dénoncé tout office de domiciliation de la société FINLON INVESTMENTS S.A., société anonyme immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro RCSL B 72341 et établie au 26-28, Rives de Clausen à L-2165 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 août 2013.

Référence de publication: 2013125841/11.

(130153577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Fermilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4995 Schouweiler, 57, rue de Bascharage.

R.C.S. Luxembourg B 171.474.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125835/10.

(130153048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Fashion Enterprises, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.536.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125832/10.

(130153221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

FinAcc, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.504.

Il est à noter que ConCap Connective Capital GmbH (HRB 85388) sis 9-11, Sonnemanstrasse, D-60314 Frankfurt-am-Main, l'actionnaire unique de la société FinAcc, a changé de dénomination et se nomme dorénavant Frankfurt School Services GmbH.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Eduard von Kymmel / Georges Beckene

Référence de publication: 2013125827/13.

(130153255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

CENSI Holding B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 159.900.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.

Signature

Référence de publication: 2013125739/11.

(130153407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

CEREP III Trowbridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 16.530,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 172.859.

EXTRAIT

Il apparait que M. Guy Harles, gérant de la Société, a changé son adresse professionnelle et demeure désormais professionnellement au 14, rue Erasme, 2082 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125740/13.

(130153027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

EPI, EUROS PLANS INTERNATIONAL S.A. en abrégé EPI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5887 Alzingen, 477, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 124.340.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125815/10.

(130152928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Esquiline S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 108.567.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125818/10.

(130153465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Ecro II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 151.149.

Les comptes annuels audités du 1^{er} décembre 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125808/10.

(130153297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Bellariva Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 146.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BELLARIVA INVESTMENTS S.A., SPF

Référence de publication: 2013125697/10.

(130153579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

BPA Financing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 139.050.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125702/10.

(130152920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

BCP NG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125693/10.

(130153448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

BCV Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 117.841.

Les comptes consolidés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125694/11.

(130153379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Bigmat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.538.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du jeudi 20 juin 2013

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du jeudi 20 juin 2013 que les décisions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

Démissions et nominations d'administrateurs

a) Démissions

L'assemblée à l'unanimité des voix accepte d'entériner les démissions de postes d'administrateurs de Messieurs:

- Gérard Pillaud à la date du 12 décembre 2012

- Jacques Bernard-Reymond à la date du 27 mars 2013

- Philippe Bataille à la date du 25 avril 2013

b) Nominations

L'assemblée décide également à l'unanimité des voix d'entériner les nominations aux postes d'administrateurs des personnes suivantes:

- Monsieur José Martinez

1, rue des Artisans

F - 13460 Les Saintes Maries de la Mer

Le mandat de Monsieur José Martinez a pris cours en date du 12 décembre 2012. Il poursuivra le mandat de Monsieur Gérard Pillaud précité.

- Monsieur Fabrice Maud

30, route des Barrières

F - 87270 Couzeix

Le mandat de Monsieur Fabrice Maud a pris cours en date du 27 mars 2013. Il poursuivra le mandat de Monsieur Jacques Bernard-Reymond précité.

- Monsieur Sébastien Allimant

57, route de Valdoie

F-90300 Eloeie

Le mandat de Monsieur Sébastien Allimant a pris cours ce 20 juin 2013. Il poursuivra le mandat de Monsieur Philippe Bataille précité.

Ces nominations sont effectuées en conformité avec les dispositions du Code des Sociétés ainsi qu'en conformité avec nos statuts et notre Règlement d'Ordre Intérieur.

Gouvernance de BMI

L'assemblée remercie Monsieur Daniel Kroëll pour le mandat réalisé et à l'unanimité décide de confier la présidence de la société anonyme BigMat International à Madame Claude Bernigaud-Coutant qui accepte.

Luxembourg, le 03/09/2013.

Pour extrait conforme

CAMILLINI Matteo

Directeur

Référence de publication: 2013124650/43.

(130151786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

CEREP Picasso 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 140.023.

—
EXTRAIT

Il apparaît que M. Guy Harles, gérant de la Société, a changé son adresse professionnelle et demeure désormais professionnellement au 14, rue Erasme, 2082 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125716/13.

(130152905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

GSP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1549 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 179.894.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of August.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing at Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

GVC Investment B.V., a private limited liability company incorporated under the law of the Netherlands, having its registered office at Marconistraat 16, 3019AK Rotterdam, the Netherlands, registered with the Netherlands Trade and Companies Register under number 852872653,

hereby represented by Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing professionally at 13, avenue François Clement, L- 5612 Mondorf-les-bains, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of the proxy under private seal given on 13th of August 2013.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "GSP Holding S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The members may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the members by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the members have qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the members have qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the members have qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the "General Meeting") or by way of circular resolutions (the "Members Circular Resolutions") in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Statutory auditor - Independent approved auditor (réviseur) d'entreprises agréé).

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s)), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent approved auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire), if any and independent approved auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire) and the independent approved auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription and payment

GVC Investment B.V., prenamed, represented as stated above, subscribes twelve thousand five hundred (12,500) corporate units.

The amount of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred fifty Euro (EUR 1,750).

Resolutions of the members

Immediately after the incorporation of the Company, the members of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period:

a.- Valentin Gabriel Comanescu, born in Targoviste, Romania, on August 31, 1967, residing at 97 Pipera Tunari, Voluntari, Ilfov, Romania, 077190 as category A manager of the Company.

b.- Laurent Teitgen, born in Thionville, France, on January 05, 1979, with professional address at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category B manager of the Company.

2. The registered office of the Company is set at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the proxyholder of the appearing party, this deed are drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French texts, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, in the office of the undersigned notary, on the date stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seize août.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

GVC Investment B.V., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Marconistraat 16, 3019AK Rotterdam, Pays-Bas, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 852872653,

ici représentée par Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à 13, avenue François Clement, L-5612, Mondorf-les-bains, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 13 août 2013.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "GSP Holding S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée illimitée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire - Réviseurs d'entreprises agréé.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s), qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise agréé(s), dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) / réviseurs d'entreprise agréé(s) et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) / réviseur d'entreprise agréé(s) pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

126358

Souscription et libération

GVC Investment B.V., prénommée, représentée comme indiqué ci-dessus souscrit à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille sept cent cinquante euros (EUR 1.750).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a.- Valentin Gabriel Comanescu, né à Targoviste, Roumanie, le 31 août 1967, demeurant à 97 Pipera Tunari, Voluntari, Ilfov, Roumanie, comme gérant de catégorie A de la Société.

b.- Laurent Teitgen, né à Thionville, France, le 5 janvier 1979, ayant son adresse professionnelle au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) comme gérant de catégorie B de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 20 août 2013. REM/2013/1499. Reçu soixante-quinze euros. (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013124229/525.

(130151271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

**ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. ArcelorMittal Clean Technology Venture Capital Holdings).**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.377.

L'an deux mille treize, le huit août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

le seul et unique actionnaire de la société anonyme «ArcelorMittal Clean Technology Venture Capital Holdings», ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B 141377, ci-après dénommée la «Société», constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2340 du 25 septembre 2008,

à savoir:

«ArcelorMittal», société anonyme avec siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 82.454, représentée aux fins des présentes par Ana Paula DA SILVA, Senior Paralegal, avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 1^{er} août 2013,

laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement,

détenant le total des trois cent mille (300.000) actions sur les trois cent mille (300.000) actions émises représentant l'intégralité du capital social de trois millions d'euros (EUR 3.000.000.-).

La société comparante, agissant en sa qualité de seul et unique actionnaire de la Société convient de faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations, ordre du jour et constitution du bureau, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir.

Après discussion, elle prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de changer, avec effet immédiat, la forme juridique de la Société et de la transformer de sa forme actuelle de «société anonyme» en «société à responsabilité limitée».

Deuxième résolution

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la Société en «ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l.».

Troisième résolution

L'associé unique décide d'approuver la conversion des trois cent mille (300.000) actions existantes de la Société sans désignation de valeur nominale en trois cent mille (300.000) parts sociales de la Société sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il existe entre le souscripteur et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l.» (ci-après, la «Société»).

Art. 2. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société a, en outre, pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises ou sociétés nationales ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement, et au contrôle de toutes entreprises ou sociétés nationales ou étrangères, acquérir par voie d'achat, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elles s'intéressent tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra s'intéresser par tous moyens et notamment par voie d'achat, apport, prise de participation, fusion ou alliance, à toute autre société, entité ou entreprise poursuivant un objet similaire, analogue ou complémentaire au sien ou de nature à le favoriser.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social est fixé à trois millions d'euros (EUR 3.000.000.-), il est représenté par trois cent mille (300.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée générale des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 12. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.»

Cinquième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de dix-huit millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 18.947.791,43) afin de le porter de son montant actuel de trois millions d'euros (EUR 3.000.000.-) à vingt et un millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 21.947.791,43) par l'émission de cent mille (100.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Les nouvelles parts sociales sont souscrites par «ArcelorMittal», prénommée, et payée par un apport en numéraire pour un montant total de vingt millions d'euros (EUR 20.000.000.-).

Le montant de dix-huit millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 18.947.791,43) sera entièrement alloué au capital social souscrit et le montant d'un million cinquante-deux mille deux cent huit euros et cinquante-sept cents (EUR 1.052.208,57) sera alloué au compte prime d'émission de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription et du montant de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

Sixième résolution

L'associé unique décide de réduire le capital social de la Société à concurrence de dix-sept millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 17.947.791,43) afin de le ramener de son montant actuel de vingt et un millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 21.947.791,43) à un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000.-) par l'absorption des pertes d'un montant de dix-sept millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quatre-vingt-onze euros et quarante-trois cents (EUR 17.947.791,43), sans annulation de parts sociales.

La preuve de l'existence de ces pertes a été apportée au notaire soussigné par le bilan au 31 décembre 2012.

Septième résolution

Suite à l'augmentation et réduction de capital ainsi réalisées, l'article 5 des statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. «Le capital social est fixé à quatre millions d'euros (EUR 4.000.000.-), il est représenté par quatre cent mille (400.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale.»

Huitième résolution

L'associé unique décide d'accepter les démissions des administrateurs actuels de la Société et de leur donner décharge pour l'exercice de leur mandat.

L'associé unique décide d'accepter la démission du commissaire actuel.

L'associé unique décide de nommer, pour une durée illimitée, les personnes suivantes en tant que gérants de la Société:

1) Monsieur Genuino CHRISTINO, avec adresse professionnelle au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

2) Monsieur Egbert JANSEN, avec adresse professionnelle au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

3) Monsieur Thierry ROYER, avec adresse professionnelle au 6, rue Campra, F-93212 la Plaine Saint-Denis.

L'associé unique décide de nommer, pour une durée de six (6) ans, Monsieur Bruno PAIM PARREIRA, avec adresse professionnelle au 24-26, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, en tant que commissaire.

Neuvième résolution

Suite au changement de la forme juridique de la Société, les parts sociales de la Société seront détenues par la société ArcelorMittal, prénommée.

126362

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à six mille euros.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise de ce qui précède:

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of the month of August.

Before us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The sole shareholder of the société anonyme "ArcelorMittal Clean Technology Venture Capital Holdings", having its registered office at 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 141377 (hereinafter the "Company") and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on August 28, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2340 of September 25, 2008,

namely:

"ArcelorMittal", a société anonyme, having its registered office at 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B82454, here represented by Ana Paula DA SILVA, Senior Paralegal, professionally residing at 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on the 1st of August 2013,

said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing company and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration,

holding the total of three hundred thousand (300,000) shares out of the three hundred thousand (300,000) shares issued, representing the entire issued share capital of the Company that amounts to three million Euro (EUR 3,000,000.-).

The appearing company, acting as the sole shareholder of the Company, declaring to disregard the formal rules to hold a shareholders' meeting, such as convening, agenda and constitution of the committee and acknowledging being perfectly informed about the decisions to be taken.

After discussion, the appearing company records the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to change, with immediate effect, the legal form of the Company in order to transform it from its current form of a "société anonyme" into a "société à responsabilité limitée".

Second resolution

The sole shareholder decides to change the name of the Company into "ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l.".

Third resolution

The sole shareholder decides to approve the conversion of the existing three hundred thousand (300,000) shares (actions) of the Company without par value into three hundred thousand (300,000) new shares (parts sociales) of the Company without par value.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the sole shareholder decides to fully restate the articles of association of the Company, so as to read as follows:

" **Art. 1.** There exists among the subscriber and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") by the name of "ArcelorMittal Treasury Financial Services S.à r.l." (the "Company").

Art. 2. The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transfer of immovable or moveable property.

The object of the Company is moreover to carry out any operations relating directly or indirectly to the taking of participations in any form whatsoever in any national or foreign undertakings of companies, and the administration, management, supervision and enhancement of such participations.

It may particularly use its funds for the creation, management, enhancement and liquidation of a portfolio comprising any securities or patents of any origin, participate in the creation, development and supervision of any national or foreign undertakings or companies, acquire any securities or patents by means of purchase, contribution, subscription, under-

writing or purchase option or in any other way and dispose of the same by means of sale, transfer, exchange or in any other way, enhance these securities or patents, and grant to those companies in which it has an interest any assistance, loans, advances and guarantees.

The Company may take up interests by any means and in particular by means of purchase, contribution, taking up of participations, merger of alliances, in any other company, entity or undertaking having a similar, identical or complementary object or apt to foster the development of its object.

In general, it may carry out any commercial, industrial and financial, movable or immovable operations relating directly or indirectly to its object or which are conducive to the attainment thereof.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is fixed at three million euro (EUR 3,000,000.-), represented by three hundred thousand (300,000) shares without par value.

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general meeting of its shareholders in accordance with article 13 of these articles of association.

Art. 7. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Act").

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholders meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of its shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The general shareholders meeting or the single manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail, telegram or telefax another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Art. 12. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 13. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 14. The Company's year starts on 1 January and ends on 31 December of the same year.

Art. 15. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 17. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 18. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

Fifth resolution

The sole shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of eighteen million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 18.947.791,43) so as to raise it from its current amount of three million Euro (EUR 3,000,000.-) up to twenty-one million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 21,947,791,43), through the issue of one hundred thousand (100,000) shares (parts sociales) with no par value.

The new shares (parts sociales) are to be subscribed by "ArcelorMittal", prenamed, paid up by a contribution in cash of a total amount of twenty million Euro (EUR 20,000,000.-).

The amount of eighteen million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 18.947.791,43) will be allocated to the share capital and the amount of one million fifty-two thousand two hundred eight Euros and fifty-seven cents (EUR 1,052,208.57) will be allocated to the share premium account of the Company.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Sixth resolution

The sole shareholder decides to reduce the share capital of the Company by an amount of seventeen million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 17.947.791,43) to bring the share capital of the Company from twenty one million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 21,947,791,43) down to four million Euros (EUR 4,000,000.-) by absorption of losses

in the amount of seventeen million nine hundred forty-seven thousand seven hundred ninety-one Euros and forty-three cents (EUR 17.947.791,43), without cancelling shares (parts sociales).

The proof of these existing losses has been given to the undersigned notary by presentation of an example of the balance sheet of the Company as per 31 December 2012.

Seventh resolution

As a consequence of such capital increase and decrease, article 5 of the Company's Articles of Association is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at four million euro (EUR 4,000,000.-), represented by four hundred thousand (400,000) shares without par value."

Eight resolution

The sole shareholder decides to accept the resignation of the current directors of the Company and to give them discharge for the exercise of their mandate.

The sole shareholder decides to accept the resignation of the current statutory auditor.

The sole shareholder decides to appoint, for an unlimited period, the following persons as managers of the Company:

- 1) Mr. Genuino CHRISTINO, with professional address at 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.
- 2) Mr. Egbert JANSEN, with professional address at 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.
- 3) Mr. Thierry ROYER, with professional address at 6 rue Camppra, F-93212 la Plaine Saint-Denis.

The sole shareholder decides to appoint, for a period of six (6) years, Mr. Bruno PAIM PARREIRA, with professional address at 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, as statutory auditor.

Ninth resolution

Following the Company's change of legal form, the Company's shares will be held by "ArcelorMittal".

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of the present deed are estimated approximately at six thousand Euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the attorney of the appearing party known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said attorney signed together with the Notary, this original deed.

Signé: A.P. DA SILVA, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 août 2013. Relation: EAC/2013/10800. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013125172/373.

(130152781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

**Intercapital S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Intercapital S.A.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.634.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of June.

Before Maître Paul DECKER, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg,

acting as proxyholder of Mr. Robert BERGILD, private individual, born in Stockholm (Sweden) on May 30th, 1948, residing at Grev Magnigatan 15, 114 55 Stockholm (Sweden), owner of three hundred and ten (310) shares, (the "Sole Shareholder") by virtue of a proxy given under private seal on April 3rd, 2013.

Such power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as aforesaid, is the sole shareholder of "Intercapital S.A.", a société anonyme having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituted by a deed of Maître Joseph GLODEN, notary residing in Grevenmacher, on 19th December 2000, published in the Mémorial, Recueil Spécial C no 558 of July 23, 2001,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 79.634 ("the Company").

The Sole Shareholder, represented as aforesaid and represented the entire share capital of the Company, has requested the undersigned notary to record the following:

Agenda:

1. Waive of convenience notice;
2. Change of the legal form of the company from a "société anonyme" into a "société à responsabilité limitée".
3. Acknowledgement of the resignation of the current directors of the Company and full discharge given to the resigning directors for the execution of its mandate until today with immediate effect.
4. Acknowledgement of the resignation of the statutory auditor and full discharge given to the resigning statutory auditor for the execution of its mandate until today with immediate effect.
5. Subsequent amendment of the articles of association.
6. Appointment of the managers.
7. Miscellaneous.

The Sole Shareholder, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to act the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder, represented as aforesaid, considers duly convened and has read the agenda above.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to transform the legal form of the Company as a limited liability company (LLC) in accordance with Article 3 of the law on commercial companies, as amended.

By the transformation of the Company into a limited liability company, no new company is created, the limited liability company is the continuation of the Company as it has existed until now, with the same legal personality, and without any change occurs in both the asset and the liability of the company.

The Sole Shareholder converted shares of the Company into shares, so that the share capital will now represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred (100,- EUR).

The three hundred and ten (310) shares are canceled and exchanged against three hundred and ten (310) shares, wholly owned by Mr Robert BERGILD, prenamed.

Then Article 5 (formerly article 3) of the Articles of Association is amended as follows:

" **Art. 5.** The capital of the Company is thirty-one thousand euro (31,000.- EUR), represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred (100,- EUR)."

Third resolution

Following the change of the legal form, the Sole Shareholder decides to revoke with immediate effect all current directors of the Company and gives full and complete discharge for the execution of their duties until today.

Fourth resolution

Following the change of the legal form, the Sole Shareholder decides to revoke with immediate effect the current statutory accounts of the Company and gives him full and complete discharge for the execution of its mandate so far.

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to make a complete overhaul of the bylaws to reflect the resolutions above and to adapt to the new legal form of the Company and to give them as follows:

" **Art. 1. Form.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Intercapital S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of incorporation (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6, 9, 10 and 13 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate objects. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises which form part of the same group of companies as the Company any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Capital. The Company's corporate capital is fixed at thirty one thousand euro (31,000.- EUR) represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred euro (100.- EUR) each.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 6. Changes on capital. Without prejudice to the provisions of article 5, the capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 7. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles to all the shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 10. Events affecting the company. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 11. Managers. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers, composed of at least one (1) manager A and at least (1) one manager B, who need not be shareholders, appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an undetermined period of time.

Managers are eligible for re-election. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, without prejudice to the first sentence of this article 12, the duration of their tenure and the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

Art. 12. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 13. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice. The board of managers may only proceed to business if the majority of its members, including at least one manager A and at least one manager B, are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or email.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a sole document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 14. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by at least one manager. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 15. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is/are vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present articles to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 16. Delegation of powers. The managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrust the daily management of the Company to one of its members.

The managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

Art. 17. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, or, in case of plurality of managers, by the joint signature of one manager A and one manager B of the Company, or the joint signatures or sole signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 17 of these Articles.

Art. 18. Liability of the managers. The sole manager or, as the case may be, board of managers assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 19. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 20. Decisions of the shareholders. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Art. 21. Financial year. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 22. Financial statements. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Allocation of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits

of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or in case of plurality of managers, the board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve.
3. The decision to pay interim dividends is taken by the sole member or, as the case may be, by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 24. Dissolution - Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 25. Matters not provided. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Sixth resolution

The general meeting resolves to appoint three (3) managers for an unlimited period:

- a) Mrs Charlotte Lahaije-Hultman, private employee, born on March 24th ' 1975, at Barnarp (Sweden) residing professionally at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as manager A;
- b) Ms Elin Sjöling, private employee, born on May 16th 1983, at Lidingö (Sweden), residing professionally at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, as manager A; and
- c) Mr. Robert Bergild, prenamed, born on May 30th , 1948, at Stockholm (Sweden), residing at Grev Magnigatan 15, 114 55 Stockholm (Sweden), as manager B

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred and forty four euro (1,445.- EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Mr. Robert BERGILD, employé privé, né à Stockholm (Suède) le 30 mai 1948, résidant à Grev Magnigatan 15, 114 55 Stockholm (Suède), propriétaire de trois cent dix (310) actions («l'Actionnaire Unique»), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 3 avril 2013.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Le comparant, représenté comme ci-avant, est le seul et unique actionnaire de "Intercapital S.A.", une société anonyme ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph GLODEN, notaire de résidence à Grevenmacher, le 19 décembre 2000, publié au Mémorial, Recueil Spécial C no 558 du 23 juillet 2001,

immatriculée avec le registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 79.634 (ci-après «la Société»).

L'Actionnaire Unique, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter les points portés à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation à l'avis de convocation.
2. Changement de la forme juridique de la Société de "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
3. Constatation de la démission des administrateurs actuels de la Société et décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour avec effet immédiat.
4. Constatation de la démission du commissaire aux comptes et décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour avec effet immédiat.
5. Refonte complète des statuts.
6. Nomination des nouveaux gérants.
7. Divers.

L'Actionnaire Unique, représenté comme ci-avant, a pris requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, celle-ci renonce à l'avis de convocation, l'Actionnaire Unique, représenté comme ci-avant, se considère dûment convoqué et déclare avoir pris connaissance de l'ordre du jour ci-dessus.

Deuxième résolution

L'Actionnaire unique décide de transformer la forme légale de la Société en une société à responsabilité limitée (S.à.r.l.) conformément à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Par cette transformation de la Société en société à responsabilité limitée, aucune nouvelle société n'est créée, la société à responsabilité limitée étant la continuation de la Société telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique, et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que le passif de cette société.

L'Actionnaire Unique convertit les actions de la Société en parts sociales, de sorte que le capital sera représenté dorénavant par trois cent dix (310) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Les trois cent dix (310) actions sont annulées et échangées contre trois cent dix (310) parts sociales, entièrement détenues par le comparant Mr Robert BERGILD, prénommé.

Ainsi l'article 5 (anciennement l'article 3) des statuts de la Société est modifié comme suit:

« **Art. 5.** Le capital de la Société est de trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois cent dix (310) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).»

Troisième résolution

Suite au changement de la forme juridique, l'Actionnaire unique décide de révoquer avec effet immédiat tous les administrateurs actuels de la Société et leur donne pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

Suite au changement de la forme juridique, l'Actionnaire unique décide de révoquer avec effet immédiat le commissaire aux comptes actuel de la Société et lui donne pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'Actionnaire unique décide de procéder à une refonte totale des statuts, afin de refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la Société et de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Forme.** La Société est une société à responsabilité limitée dénommée Intercapital S.à r.l. régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 Août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les statuts (les "Statuts"), qui spécifient par leurs articles 6, 9, 10 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société membre.

Art. 2. Objets. La Société peut effectuer toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition de participations dans toutes entreprises sous quelque forme que ce soit et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut, en particulier, utiliser ses fonds pour la création, la gestion, le développement et la collecte d'un portefeuille constitué de titres et brevets de toute origine, et de participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, l'acquisition, par voie de d'investissement, de souscription, de prise ferme ou d'option, des titres et brevets, les réaliser par voie de vente, transfert, échange ou sinon de développer ces titres et brevets, accorder aux sociétés ou entreprises qui font partie du même groupe de sociétés comme la Société soutient, prête, avance ou garantie.

La Société peut également procéder à toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de biens immobiliers ou mobiliers, que la Société jugera utile à la réalisation de ses objectifs.

Art. 3. Duration. La Société est formée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés délibérant de la manière prévue par les Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée dans la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par trois cent dix (310) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le prix d'achat supérieur. La décision des associés de racheter ses propres parts sociales doit être prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social, au cours d'une assemblée générale extraordinaire et entraînera une réduction du capital social par annulation de toutes les parts sociales rachetées.

Art. 6. Modification du capital. Sans préjudice aux dispositions de l'article 5, le capital peut être modifié à tout moment par une décision des associés, ou selon le cas, de l'associé unique, conformément à l'article 14 des présents statuts.

Art. 7. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale donne droit, à son propriétaire, à l'égalité des droits dans les bénéfices et l'actif de la Société et à une voix aux assemblées générales des associés. Si la Société n'a qu'un seul associé, ce dernier exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les statuts à tous les associés.

La propriété d'une part sociale implique une adhésion aux Statuts et aux résolutions des associés, ou selon le cas, de l'associé unique.

Les créanciers ou successeurs des associés, ou selon le cas, de l'associé unique, ne peuvent, en aucun cas, pour une raison quelconque, demander l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société ou un inventaire des biens ordonnées par le tribunal; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions des associés, ou selon le cas, de l'associé unique.

Art. 8. Indivisibilité des parts sociales. A l'égard de la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul ayant-droit par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne les représentant auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts sociales. Dans le cas d'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par l'associé unique sont librement cessibles.

Le transfert des parts sociales doit être constaté par un acte notarié ou par acte sous seing privé.

Dans le cas de pluralité des associés, les parts sociales détenues par chaque associé peuvent être cédées par application des dispositions de l'article 189 de la Loi.

Art. 10. Evénements affectant la Société. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de suspension des droits civils, l'insolvabilité ou la faillite des associés, ou selon le cas, de l'associé unique.

Art. 11. Gérants. La Société est gérée par un gérant unique ou par un conseil de gérance, composé d'au moins un gérant de catégorie A et d'au moins un gérant de catégorie B, qui n'a pas besoin d'être associé, nommé par les associés, ou selon le cas, de l'associé unique.

Les gérants sont éligibles pour une réélection. Ils peuvent être révoqués avec ou sans motif à tout moment par une résolution de l'associé unique ou des associés à la majorité simple. Chaque gérant peut également démissionner.

Lors de la nomination du/des gérant(s), l'associé unique ou l'ensemble des associés, fixe leur nombre, sans préjudice de la première phrase de cet article 12, la durée du mandat, les pouvoirs et compétences du/des gérant(s).

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 12. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président n'est pas disponible, ses fonctions seront prises par l'un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire de la Société et tout autre membre qu'il le jugera opportun, qui n'ont pas besoin d'être membres du conseil de gérance.

Art. 13. Réunion du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil de gérance.

Les réunions ont lieu à l'endroit, au jour et à l'heure indiquée dans la convocation.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres, dont au moins un est gérant de catégorie A et au moins un est gérant de catégorie B, sont présents ou représentés.

Les gérants ne pouvant pas être présent devront donner pouvoir par lettre ou par fax à un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leurs noms. Les gérants ne pouvant pas être présent devront donner pouvoir par lettre ou par fax à un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leurs noms. Les gérants ne pouvant pas être présent peuvent également émettre leur vote par lettre, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil de gérance est tenu d'en informer le conseil et de faire inscrire sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra prendre part aux délibérations afférentes du conseil de gérance.

Dans le cas d'un membre du conseil ayant dû s'abstenir pour cause de conflit d'intérêt, les résolutions adoptées par la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront jugés valables.

Lors de la prochaine assemblée générale des associés, ou selon le cas, de l'associé unique, avant que soient pris des votes relatifs à toute autre question, les associés, ou selon le cas, l'associé unique, doivent être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt opposé à celui de la Société.

Dans le cas où les gérants ne sont pas tous disponibles pour se rencontrer en personne, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les résolutions signées par tous les gérants seront aussi valables et efficaces que si elles sont adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs copies d'une résolution identique.

Art. 14. Minutes - Résolutions. Toutes les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par au moins un gérant. Toutes procurations y resteront annexées. Les copies ou extraits sont signés par le président.

Les procès-verbaux et résolutions doivent être conservés dans les livres de la Société à son siège social.

Art. 15. Pouvoirs. Le gérant unique ou, en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tout les actes de gestion et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts aux associés relèvent de la compétence du conseil de gérance.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. Les gérants peuvent, avec l'approbation préalable des associés, ou selon le cas, de l'associé unique, confier la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent déléguer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autre membre.

Les gérants peuvent nommer des agents avec des pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Art. 17. Représentation de la Société. La Société est engagée par la seule signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité des gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B de la Société, ou de la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement conférée conformément à l'article 17 des présents Statuts.

Art. 18. Responsabilité des gérants. Le gérant unique, ou selon le cas, les gérants n'endossent, en raison de leur position, aucune responsabilité personnelle relative aux engagements qu'ils prennent régulièrement au nom de la Société.

Art. 19. Evénements affectant les gérants. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de suspension des droits civils, l'insolvabilité ou la faillite d'un gérant.

Art. 20. Décisions des associés. Les associés, ou selon le cas, l'associé unique, exerce les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés, ou selon le cas, de l'associé unique.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a un droit de vote proportionnel à sa participation. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés par la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être adoptée lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans ce cas, chaque associé recevra un projet explicite des résolutions à passer, et votera par écrit.

Art. 21. Année sociale. L'année sociale de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 22. Bilan. A chaque fin d'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralités des gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire incluant la valeur des actifs de la Société et des passifs.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 23. Répartition des profits. Les profits bruts de la Société mentionnés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Un montant égal à cinq pour cent (5%) des

bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés, ou selon le cas, à l'associé unique, au prorata de leurs participation dans la Société.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires sont établis par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance
2. Ces comptes montrent un profit incluant le profit reporté ou transféré à une réserve extraordinaire.
3. La décision de verser des dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou, le cas échéant, par une assemblée générale extraordinaire des membres.
4. Le paiement est effectué une fois que la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Art. 24. Dissolution - Liquidation. Au moment de la liquidation de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, ou selon le cas, par l'associé unique, qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 25. Question non prévue. Il est fait référence aux dispositions de la loi pour tous les points pour lesquels aucune disposition spécifique n'est prévue dans les présents statuts.»

Sixième résolution

L'Associé unique nomme trois (3) gérants pour une durée indéterminée:

- Mme Charlotte Lahaije-Hultman, employée privé, né le 24 mars 1975 à Barnap (Suède), demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérante de catégorie A;
- Mlle Elin Sjöling employée privé, né le 16 mai 1983 à Lidingo (Suède) demeurant professionnellement au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que gérante de catégorie A;
- M. Robert Bergild, prénommé, né le 30 mai 1948 à Stockholm (Suède), demeurant à Grev Magnigatan 15, 114 55 Stockholm (Suède), en tant que gérant de catégorie B.

Frais

Le montant total des coûts, dépenses et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, à la charge de la Société ou qui lui incombent du fait du présent acte, s'élève environ à mille quatre cent quarante-cinq euros (1.445,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée aux en-têtes.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, certifie que, sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Après lecture donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26/06/2013. Relation: LAC/2013/29355. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/08/2013.

Référence de publication: 2013125373/429.

(130152706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

W2007 Parallel Selfridges S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 129.553.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.
- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant
- GS Lux Management Services Sarl, gérant

126374

- Dominique LE GAL, gérant
- Michael FURTH, gérant
- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérante

Référence de publication: 2013123910/23.

(130150254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Home Design Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1519 Luxembourg, 15A, rue Saint Fiacre.

R.C.S. Luxembourg B 161.687.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 1^{er} août 2013 au siège social de la société

Madame Pia Boelte, demeurant Villenweg 73, D-50374 Erfstadt, déclarait son intention de vendre 40 parts sociales de la société et Madame Laurence Eyschen, demeurant 14, op den Aessen, L-5837 Fentange, déclarait son intention de vendre 20 parts sociales de la société à Monsieur Yves Kirpach, demeurant 15a, rue St. Fiacre, L-1519 Luxembourg

L'Assemblée décidait à l'unanimité d'accepter ces transferts de parts sociales conformément à l'article 1690 du Code Civil, avec dispense de signification.

La répartition des parts sociales est donc dès maintenant comme suit:

Monsieur Yves Kirpach, prénommé	100 parts
Total	100 parts

HOME DESIGN PARTNERS S.à r.l.

Référence de publication: 2013126532/17.

(130153663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Noble Holding NCS 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.911.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth of August;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Noble Holding SCS 2 Limited, a company organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, The Cayman Islands,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, private employee, residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a "société à responsabilité limitée" which such party declares to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There hereby exists a limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by these articles of association and by current Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended, and these articles of association.

At any time, the sole member may join with one or more joint members and, in the same way, the subsequent members may take the appropriate measures to restore the single membership of the Company. As long as the Company remains with one (1) member, he shall exercise the powers devolved to the general meeting of members (the "General Meeting").

Art. 2. The Company's name is "Noble Holding NCS 2 S.à r.l.".

Art. 3. The Company's primary purpose is to take participations and interests, in any way whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies. The Company's purpose also includes to acquire any securities and rights through participation, contribution, subscription, underwriting firm purchase or option, nego-

tiation or in any other way and to acquire patents and licenses, and other property, rights and interests in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company related in any way to the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner whatsoever and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose. The Company can perform all commercial, technical and financial operations connected directly or indirectly with all areas described above in order to facilitate the fulfilment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg through a resolution of an extraordinary General Meeting deliberating in the manner required to amend these Articles.

The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of directors (the "Board").

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event that the Board should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may temporarily be transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company. Such temporary measures shall be taken and notified to all interested parties by the Board.

Art. 5. The Company is formed for an unlimited duration as from its incorporation date.

Art. 6. The Company does not come to an end as a result of death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any member.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any member shall not, under any circumstances whatsoever, require the sealing of the assets and documents of the Company, or interfere in any manner with the administration of the Company. Whenever exercising their rights, they must refer to financial statements and to the resolutions of the General Meetings.

Capital - Shares - Share premium

Art. 8. The Company's capital is set at USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a par value of USD 1 (one United States Dollar) each.

Each time a share premium is paid to the Company by a shareholder, such share premium shall be allocated to a specific personal share premium account to be created for this purpose.

All the rights whatsoever in relation to that share premium (including without limitation, in relation to its repayment) shall be at the exclusive benefit of the shareholder having paid the share premium.

Art. 9. Each share shall bear one (1) single identical voting right at the time of voting.

Art. 10. The shares shall be freely transferable among the members.

Shares shall not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three quarters of the share capital have agreed thereto in a General Meeting.

Otherwise the provisions of articles 189 and 190 of the coordinated law on commercial companies shall apply.

The shares shall be indivisible with regard to the Company, which shall acknowledge only one single owner for each of them.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company shall be managed by a board of directors, composed of at least two members, who shall be individuals and do not need to be shareholders of the Company. At least one member of the board of directors shall be elected from candidates who shall be residents of or have their permanent place of work in Luxembourg.

The members of the board of directors are appointed by a resolution of the general meeting of the shareholders, or as the case may be, by the sole shareholder, which shall determine their remuneration and term of office. The members are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any member of the board of directors may be removed by the General Meeting of the shareholders, or as the case may be, by the sole member.

The Board may delegate part of its powers to committees consisting of such Board members as it sees fit and may set down the powers of such committees.

The Board may delegate part of its powers to one (1) chief executive officer and officers, either members or not, who shall handle the day-to-day operations of the Company, have powers as the Board sees fit and operate under the direct supervision of the Board.

Special and limited powers may be delegated in determined matters to one or more agents, either members or not.

Art. 13. The Board may elect from among its members one (1) chairman (the "Chairman") and one (1) deputy-chairman (the "Deputy-Chairman"). It may also appoint one (1) secretary, who need not be a Board member and who shall be responsible for keeping the minutes of the Board meetings.

The Board shall meet whenever necessary in the Grand-Duchy of Luxembourg and at least once a year, upon call by the Chairman, or two (2) of its members, at the place stated in the meeting notice. The Chairman shall chair all Board meetings; if absent, the Board may elect another Board member as chairman pro tempore by majority vote of the Board members present at any such meeting.

Written notice of any Board meeting must be given to the Board members at least five (5) days ahead of the date scheduled for such meeting, except in case of emergency, the nature of which to be set forth in the minutes of the meeting. This notice may be omitted in case of assent of each Board member in writing, by cable, telex or facsimile, or any other similar means of communication. The meeting may be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. A specific notice shall not be required for a Board meeting to be held at a time and location stated in a prior resolution passed by the Board.

Any Board member may act at any Board meeting by appointing in writing or by cable, telex or facsimile, or any other similar means of communication, any other Board member as his proxy.

A Board member may represent more than one of his fellow Board members.

Any Board member may attend any Board meeting by conference-call, videoconference or through any other similar means of communication allowing all those attending the meeting to hear one another. Attendance of a Board meeting through these means is equivalent to attendance in person of such meeting.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least two members are present or represented.

Any action taken by the Board shall be approved through the affirmative vote of a simple majority of Board members attending or represented at the meeting.

The Board may, unanimously, pass circular resolutions in writing, by email, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. All such circular resolutions shall form the minutes giving evidence of such resolutions.

Art. 14. The company shall be represented through the signature of any member of the board of directors.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the Deputy-Chairman, or by any other member of the board of directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by any member of the board of directors.

Art. 15. The death or resignation of a Board member, for any reason whatsoever, shall not trigger the dissolution of the Company.

Art. 16. The Board members shall not incur, by reason of their office, any personal liability in relation to commitments regularly made by them on behalf of the Company. They shall be authorized agents only and be therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Members' decisions

Art. 17. Members' decisions are taken through resolutions in General Meetings.

Art. 18. Resolutions at the General Meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

If this quorum is not met at a first General Meeting, the members are immediately convened by registered mail to a second General Meeting.

At this second General Meeting, resolutions shall be passed at the majority of votes whatever the number of shares represented.

However, resolutions amending of these articles of association shall be passed by a majority vote representing three quarters of the capital.

Every General Meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place as the Board may from time to time set down.

The sole member shall exercise alone the powers devolved to the General Meeting under the provisions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on limited liability companies (sociétés à responsabilité limitée).

As a result thereof, all decisions which exceed the powers of the Board are taken by the sole member.

Financial year - Annual accounts

Art. 19. The Company's financial year shall begin on January 1st and end on December 31st.

Art. 20. Each year, as of December 31st, the Board shall draw up a balance sheet using the functional currency of the Company which shall include a breakdown of the assets of the Company, together with its debts and liabilities and shall be joined with an annex summarizing all its commitments and the debts of the Board members(s) toward the company.

At the same time, the Board shall draw up a profit and loss account which shall be submitted for approval to the General Meeting, together with the balance sheet.

Art. 21. Each member inspects the inventory, balance sheet and the profit and loss account at the registered office.

Art. 22. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5 %) of such net profit shall be credited to the statutory reserve.

Such allowance shall cease to be compulsory as soon as the statutory reserve shall amount to one tenth of the issued share capital but shall be resumed until the reserve account is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been reduced below its minimum amount.

The balance shall be distributed to the members. However, the General Meeting may resolve, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after allowance for the reserve, may be either carried forward or credited to an extraordinary reserve account.

Art. 23. Notwithstanding the provisions of article 22, the General Meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends (either in cash or in kind) before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 24. The liquidation shall be carried out by one or more liquidators, natural or legal persons, appointed by the General Meeting which shall specify their powers and set down their remuneration.

Once the liquidation of the Company is complete, the assets of the Company shall be allocated to the members pro rata to their participation in the share capital of the company.

The sole member may resolve to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, personally assuming the payment of all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

Applicable law

Art. 25. These articles of association shall apply insofar as the laws aforementioned in article 1 shall not provide otherwise."

Transitory disposition

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

The Articles thus having been established, the 20,000 (twenty thousand) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "Noble Holding SCS 2 Limited", prenamed and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

126378

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Extraordinary general meeting - Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing person, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) Are appointed as directors:

- Mr. David M.J. DUJACQUIER, with professional address at 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Alan P. DUNCAN, with professional address at Wellhead Road, Farburn Industrial Estate, Dyce, Aberdeen, Scotland AB21 7HG; and

- Mr. Alan R. HAY, with professional address at Ste. 3D, Landmark Square, 64 Earth Close, Grand Cayman KY1-1206, Cayman Islands.

The managers shall serve for an undetermined duration.

In accordance with article fourteen of the articles of association, the Company shall be represented by the signature of any member of the board of directors.

2) The Company shall have its registered office at 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour d'août.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) soussigné.

A COMPARU:

Noble Holding SCS 2 Limited, une société constituée selon le droit des Iles Caïman, ayant son siège social sis à PO Box 309, Ugland House, Grand Caïman, Iles Caïman,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, employé privé, domicilié professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentant de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée (les «Statuts») qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il existe de par cet acte une société à responsabilité limitée régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telles que modifiée, et les présents statuts.

A tout moment, l'associé unique peut s'associer à un ou plusieurs autres associés et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la Société. Aussi longtemps que la Société comporte un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés Assemblée Générale»).

Art. 2. La Société a comme dénomination "Noble Holding NCS 2 S.à r.l.".

Art. 3. L'objet premier de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères. L'objet social de la Société est également d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera appropriés, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier

en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet. La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités décrites ci-dessus aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-duché de Luxembourg par Assemblée Générale extraordinaire statuant selon les mêmes modalités que celles requises pour modifier les présents statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance (la «Gérance»).

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Grand-duché de Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, la Gérance peut transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la Gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée à compter de sa date de constitution.

Art. 6. Le décès, la suspension des libertés civiles, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scènes sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits se rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains), représentés par 20.000 (vingt mille) parts sociales de 1 USD (un Dollar Américain) chacune.

A chaque fois qu'une prime d'émission est payée à la Société par un associé, une telle prime d'émission devra être allouée à un compte spécifique et personnel de prime d'émission créée à cette fin.

Tous les droits quels qu'ils soient, en relation avec la prime d'émission (y compris sans limitation, par rapport à son remboursement) devront être à l'avantage exclusif de l'associé ayant versé la prime d'émission.

Art. 9. Chaque part sociale confère un (1) seul droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un tiers non-associé, à moins que les associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y aient consenti en Assemblée Générale.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à regard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés de l'associé unique (selon le cas) dans les conditions requises pour la modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat à chaque associé de même classe en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital social ou dans la classe de parts sociales concernée.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres, devant être des personnes physiques et qui n'ont pas besoin d'être associés de la Société. Au moins un membre du conseil de gérance doit être élu parmi des candidats demeurant ou ayant leur lieu de travail permanent au Luxembourg.

Les membres du conseil de gérance sont nommés par l'assemblée générale des associés, ou selon le cas, par l'associé unique, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les membres sont élus à la majorité simple des parts présentes ou représentées.

Tout Gérant peut être révoqué par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'Assemblée Générale.

La Gérance peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des comités composés de Gérants, tel qu'elle le jugera adéquat, et déterminera leurs pouvoirs.

La Gérance peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un (1) Directeur-Général et à des dirigeants, associés ou non, et qui devront gérer la bonne marche quotidienne de la société, auront les pouvoirs de la Gérance comme elle le juge nécessaire et agiront sous sa surveillance.

Des pouvoirs spéciaux et limites peuvent être délégués pour des points déterminés à un ou plusieurs agents, associés ou non.

Art. 13. La Gérance peut élire parmi ses membres un (1) président (le «Président») et un (1) vice-président (le «Vice-président»). La Gérance peut également nommer un (1) secrétaire qui n'est pas obligatoirement Gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions de la Gérance.

La Gérance se réunit autant de fois que nécessaire au Grand-duché de Luxembourg et au moins une fois par an, sur convocation du Président ou de deux (2) Gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le Président préside toutes les réunions de la Gérance, mais en son absence, la Gérance peut désigner à la majorité des Gérants présents à cette réunion un autre Gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Convocation écrite à toute réunion de la Gérance doit être donnée aux Gérants au moins cinq (5) jours avant la date prévue pour cette réunion, sauf en cas d'urgence, dont la nature devra être indiquée dans le procès-verbal. Il peut être dérogé à cette convocation suite à l'assentiment de chaque Gérant par écrit, par câble, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou dûment représentés. Une convocation spéciale n'est pas requise pour une réunion de la Gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement prise par la Gérance.

Tout Gérant peut se faire représenter à toute réunion de la Gérance en désignant par écrit ou par e-mail, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, un autre Gérant comme son mandataire.

Un Gérant peut représenter plusieurs de ses pairs.

Tout Gérant peut participer à une réunion de la Gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins deux membres sont présents ou représentés.

Toutes les décisions doivent être prises par approbation à la majorité simple des voix des Gérants, présents ou représentés à cette réunion.

La Gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions circulaires par écrit, par câble, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout constitue le procès-verbal faisant preuve de la résolution prise.

Art. 14. La Société sera représentée par la signature de tout membre du conseil de gérance.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le Vice-président, ou par tout autre membre du conseil de gérance. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à être produits en justice ou ailleurs devront être signés par le président ou par tout membre du conseil de gérance.

Art. 15. La mort ou la démission d'un Gérant, pour quelque raison que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le(s) Gérant(s) n'assume(nt), en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle par rapport aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Ils sont des agents autorisés seulement et sont donc simplement responsables de l'exécution de leur mandat.

Décisions des associés

Art. 17. Les décisions des associés sont prises en Assemblée Générale.

Art. 18. Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première Assemblée Générale, une seconde Assemblée Générale est immédiatement convoquée par lettre recommandée aux associés.

Lors de cette deuxième Assemblée Générale, les résolutions sont adoptées à la majorité des voix quel que soit le nombre de parts sociales représentées.

Toutefois, les résolutions ayant pour objet une modification des statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute Assemblée Générale se tient au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que la Gérance fixera.

L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus à la Gérance sont prises par l'Associé Unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 19. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 20. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la Gérance établit le bilan dans la monnaie fonctionnelle de la Société qui doit contenir l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe résumant tous ses engagements, ainsi que les dettes des Gérants et associés envers la Société.

La Gérance prépare en même temps un compte de profits et pertes, lequel est soumis pour approbation à l'Assemblée Générale conjointement avec le bilan.

Art. 21. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 22. L'excédent positif du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net est affecté à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale a atteint un dixième du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution de cette réserve légale, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, la réserve légale se trouve entamée.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, l'Assemblée Générale peut, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction pour la réserve légale, le bénéfice est reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 23. Nonobstant les dispositions de l'article vingt-deux, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social (soit en numéraire soit en nature) sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 24. Lors de la dissolution de la Société, sa liquidation s'effectue par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Une fois la liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

L'associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 25. Les présents statuts trouveront leur application partout où les lois mentionnées à l'article 1^{er} ne disposent pas autrement.»

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les Statuts ayant été établis, les 20.000 (vingt mille) parts ont été souscrites par l'associé unique, la Société «Noble Holding SCS 2 Limited», prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, et entièrement libérées par le souscripteur prénommé par un apport en numéraire, de telle sorte que le montant de 20.000 USD (vingt mille Dollars Américains) est à la libre disposition de la Société à compter de ce jour, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant par un certificat bancaire, qui le déclare expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Résolution des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée

- Monsieur David M.J. DUJACQUIER, demeurant professionnellement au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Monsieur Alan P. DUNCAN, demeurant professionnellement au Wellhead Road, Farburn Industrial Estate, Dyce, Aberdeen, Ecosse AB21 7HG; et

- Monsieur Alan R. HAY, demeurant professionnellement au Ste. 3D, Landmark Square, 64 Earth Close, Grand Caïman KY1-1206, Iles Caïmans.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article quatorze de ses statuts, la Société est représentée par la signature de tout membre du conseil de gérance.

2) Le siège social de la Société est établi au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 août 2013. LAC/2013/38512. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013124956/431.

(130151701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Cobalt SCI, Société Civile.

Siège social: L-1549 Luxembourg, 6, rue des Frênes.

R.C.S. Luxembourg E 5.152.

STATUTS

L'an deux mille treize, le trois septembre.

Les soussignés:

1.- Madame Lynn MAURUSCHATT, institutrice, née à Dudelange, le 2 octobre 1987, demeurant à L-3428 Dudelange, 61 route de Boudersberg,

2.- Monsieur Vincent WEYNANDT, ingénieur diplômé, né à Esch-sur-Alzette, le 7 avril 1982, demeurant à L-1549 Luxembourg, 6, rue des Frênes, et

3.- Monsieur Eric GRAND, cadre BCEE, né à Metz (France), le 26 août 1977, demeurant à L-5627 Mondorf-les-Bains, 9, Avenue Lou Hemmer.

Lesquels soussignés ont acté les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société civile immobilière régie par la loi de 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes, et par les articles 1832 et suivants du code civil.

Art. 2. La société a pour objet la mise en valeur et la gestion de tous immeubles qu'elle pourrait acquérir tant au Luxembourg qu'à l'étranger, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Art. 3. La dénomination de la société est "COBALT SCI".

Art. 4. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant à l'unanimité des parts d'intérêts.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de trois mille euros (3.000,- EUR), divisé en trente (30) parts d'intérêts cent euros (100,-EUR) chacune.

En raison de leurs apports, il est attribué à:

- 1.- Madame Lynn MAURUSCHATT, dix (10) parts d'intérêts,
- 2.- Monsieur Vincent WEYNANDT, dix (10) parts d'intérêts, et
- 3.- Monsieur Eric GRAND, dix (10) parts d'intérêts,

Art. 7. La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.

L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du ou des gérants ou des associés. Les intérêts courent à partir de la date de l'appel des fonds ou apports.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part représentative du capital souscrit pourra être exercée:

- soit en pleine propriété;
 - soit en usufruit, par un associé dénommé "usufruitier" et en nue-propriété par un associé dénommé "nu-propriétaire".
- Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés par chaque part sont déterminés ainsi qu'il suit:
- droit de vote aux assemblées générales;
 - droits aux dividendes.

Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés par chaque part sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de liquidation de la société suivant les modalités prévues ci-après sub b).

En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propriété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propriété sera déterminée:

- a) par la valeur de la pleine propriété des parts établie en conformité avec les règles d'évaluation prescrites par la loi;
- b) par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propriété conformément aux dixièmes forfaitaires fixés par les lois applicables au Grand-Duché de Luxembourg en matière d'enregistrement et de droits de succession.

Art. 8. Les parts d'intérêts sont librement cessibles entre associés. Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord des associés représentant 75% du capital en cas de cession entre vifs, respectivement sans l'accord unanime de tous les associés restants en cas de cession pour cause de mort.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts d'intérêts à un tiers les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, à un prix agréé entre associés ou, en cas de désaccord, à fixer par dire d'experts.

Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Par dérogation à ce qui précède, la cession est toujours libre aux descendants d'un associé en ligne directe.

Art. 9. La dissolution de la société n'est pas entraînée de plein droit par le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé, ni par la cessation des fonctions ou la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé.

Toutefois les héritiers de cet associé devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables à l'unanimité de tous les associés.

Art. 11. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour compte de la société.

Vis-à-vis des tiers la société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants, y compris les actes d'achat, de transformation ou de vente immobilière, les actes de mainlevée avec ou sans constatation de paiement et en général les actes d'administration, de disposition ou même équivalent à une aliénation, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, sans que cette énumération ne soit limitative.

Art. 12. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices. En cas de distribution de bénéfices, les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts d'intérêts.

Art. 13. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du code civil. Les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la société.

Art. 14. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation d'un gérant ou sur convocation d'un des associés.

L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Toutefois les modifications aux statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 15. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérants ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

1.- Sont nommés comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

- Madame Lynn MAURUSCHATT, institutrice, née à Dudelange, le 2 octobre 1987, demeurant à L-3428 Dudelange, 61, route de Boudersberg,

- Monsieur Vincent WEYNANDT, ingénieur diplômé, né à Esch-sur-Alzette, le 7 avril 1982, demeurant à L-1549 Luxembourg, 6, rue des Frênes, et

- Monsieur Eric GRAND, cadre BCEE, né à Metz (France), le 26 août 1977, demeurant à L-5627 Mondorf-les-Bains, 9, Avenue Lou Hemmer.

2.- L'adresse du siège social est établie à L-1549 Luxembourg, 6, rue des Frênes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est close.

Lynn MAURUSCHATT / Vincent WEYNANDT / Eric GRAND.

Référence de publication: 2013125237/103.

(130152624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

GMO-LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 169.625.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 4 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125865/10.

(130153049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

HaBeco AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 171.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125876/9.

(130153425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

High Street Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 2, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 168.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125877/9.

(130153000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.
